

Transcription Intégrale du Débat Entre les Candidats à la Vice-Présidence à Cleveland (Ohio)

Publié le 5 octobre 2004 par le New York Times, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jean-François Goulon

Voici la transcription du débat entre les candidats à la vice-présidence qui s'est tenu hier soir à Cleveland entre le Vice-président Dick Cheney et le Sénateur John Edwards de la Caroline du Nord, tel qu'il a été enregistré par le New York Times. L'animatrice était Gwen Ifill de PBS.

Mme Ifill : Celui qui recevra la première question a été déterminé à l'avance par les candidats, et la première va au Vice-président Cheney.

Vice-président Cheney, il y a eu de nouveaux développements en Irak, particulièrement en ce qui concerne la manière dont le gouvernement a pris les choses en main. Paul Bremer, le premier chef de l'Autorité Provisoire de la Coalition a fait un discours dans lequel il dit que nous n'avons jamais eu assez de soldats sur le terrain. Donald Rumsfeld a dit qu'il n'a vu aucune preuve qu'il y ait eu un lien entre Saddam Hussein et Al Qaeda. Était-ce le résultat d'un rapport que vous avez demandé et que vous avez reçu il y a une semaine qui montrait qu'il n'y avait aucun lien entre Abou Musab al-Zarqawi et Saddam Hussein?

VICE PRESIDENT DICK CHENEY. Gwen, Je veux vous remercier ainsi que les gens qui sont ici à Case Western Reserve de nous accueillir ce soir. C'est un événement très important et ils ont fait un travail magnifique en l'organisant..

C'est important de regarder tous les changements que nous avons apportés en Irak à la lumière du contexte plus large de la guerre globale contre le terrorisme. Et après le 11 septembre, il est devenu clair que nous devons faire un certain de choses pour avoir une stratégie victorieuse afin de gagner la guerre globale contre le terrorisme, surtout que nous devons poursuivre les états qui sponsorisent le terrorisme. Et puis, finalement, nous devons aussi redresser des démocraties et le faire à leur place car c'était la seule manière de garantir que ces états ne redeviendraient pas des refuges sûrs pour le terrorisme ou pour le développement d'armes de destruction massive.

L'inquiétude à propos de l'Irak se concentrait particulièrement sur le fait que Saddam Hussein avait été pendant des années sur la liste des états qui financent le terrorisme, qu'il avait établi des relations avec Abou Nadil, qui opérait en dehors de Bagdad, qu'il payait 25.000 dollars aux familles des kamikazes palestiniens et qu'il avait établi une relation avec Al Qaeda, regardez tout particulièrement le témoignage que George Tenet, le Directeur de la C.I.A., a rendu devant le Comité aux Affaires Etrangères il y a deux ans lorsqu'il parlait d'une relation longue de 10 ans.

L'initiative que nous avons prise, relativement à l'Irak, s'est concentrée sur la possibilité que c'était la connexion la plus probable entre les armes de destruction massive et les terroristes. La plus grande menace à laquelle nous devons faire face aujourd'hui est la possibilité pour les terroristes de faire passer clandestinement dans nos villes des armes nucléaires ou des agents biologiques qui menaceraient la vie de centaines de milliers d'Américains.

Ce que nous avons fait en Irak est exactement la chose qu'il fallait faire. Si j'avais à le re-conseiller depuis le début, je conseillerais exactement cette ligne d'action. Le monde est bien plus sûr aujourd'hui, maintenant que Saddam Hussein est en prison. Son gouvernement n'est plus au pouvoir. Et nous avons précisément fait la chose qu'il fallait.

Mme Ifill : Sénateur Edwards vous avez 90 secondes pour répondre.

M. Edwards : Merci, Gwen, d'animer ce débat. Merci à tous les gens de Case Western et à tous les gens de l'Ohio de nous accueillir ici.

M. le Vice Président, vous n'êtes toujours pas franc avec le peuple américain. J'entends par là que la première réalité que vous continuez, vous-même ainsi que George Bush, à présenter aux gens est que les choses se passent bien en Irak. Les Américains n'ont pas besoin de nous pour leur expliquer ça. Ils le voient tous les jours à la télé. Nous avons perdu plus de soldats en septembre qu'en août, plus en août qu'en juillet, plus en juillet que nous en avons perdus en juin. La vérité c'est que nos hommes et nos femmes qui sont sous l'uniforme ont été héroïques. Notre armée a fait tout ce qu'on lui a demandé de faire.

Et ce n'est pas seulement moi qui voit le foutoir qu'il y a en Irak. Il y a des leaders républicains comme John McCain, comme Richard Luger, comme Chuck Hagel qui ont dit que l'Irak était un foutoir et que ça allait de mal en pis. Et quand on leur a demandé pourquoi, Richard Luger a dit que c'était à cause de l'incompétence de ce gouvernement. Ce que Paul Bremer a dit hier est qu'ils n'avaient pas envoyé assez de soldats pour sécuriser le pays. Qu'ils n'avaient pas non plus de plan pour gagner la paix. Et aussi qu'ils n'avaient pas formé les alliances nécessaires à une démarche victorieuse.

Nous avons besoin de prendre un nouveau départ. Nous avons besoin d'un président qui va accélérer l'entraînement des Irakiens, mettre plus de personnel pour le faire. Nous devons accélérer la reconstruction et que les Irakiens ressentent un bénéfice tangible. Nous avons besoin d'un nouveau président, crédible, ce qui est le cas de John Kerry qui pourra amener les autres à participer à l'effort en cours.

Mme Ifill : Désirez-vous 30 secondes pour répondre, M. le Vice Président ?

M. Cheney : S'il vous plait. Nous avons fait des progrès significatifs en Irak. Nous avons installé un nouveau gouvernement qui est au pouvoir depuis seulement 90 jours. La question d'ajouter des troupes supplémentaires est souvent évoquée. Mais le tournant vers la victoire en Irak sera là lorsque nous aurons transféré le gouvernement au peuple iraquien, qu'ils auront été capables de former un gouvernement démocratique. Ils sont bien engagés pour le faire. Ils tiendront des élections libres en janvier prochain pour la première fois de leur histoire.

Et aussi, nous entraînons activement et rapidement les Irakiens afin de prendre charge eux-mêmes la responsabilité d'assurer leur propre sécurité. Ces deux étapes sont cruciales pour réussir en Irak. Elles sont bien en main, bien en cours. Et je suis confiant dans le fait que nous terminerons le boulot.

Mme Ifill : Vous avez 30 secondes, M. Edwards.

M. Edwards : Oui. M. le Vice Président, il n'y a aucun lien entre les attaques du 11 septembre et Saddam Hussein. La commission d'enquête sur le 11 septembre l'a établi. Votre propre

ministre des affaires étrangères l'a dit. Et vous avez fait le tour du pays pour faire croire qu'il y avait un lien. Il n'y en a pas.

Et en fait, la C.I.A. est maintenant sur le point d'établir un rapport disant que le lien entre Al Qaeda et Saddam Hussein est tout au plus ténu. Et, en fait, le ministre de la défense a dit hier qu'il n'a connaissance d'aucune preuve tangible que ce lien existe. Nous devons être réglos avec le peuple américain.

Mme Ifill : Il est temps pour une nouvelle question, mais sur le même sujet. Cette fois c'est à vous, Sénateur Edwards. Vous-même et le Sénateur Kerry avez dit que la guerre en Irak est une mauvaise guerre et au mauvais moment. Cela veut-il dire que si vous aviez été le président et le vice-président Saddam Hussein serait toujours au pouvoir ?

M. Edwards : Voilà ce que cela veut dire, cela veut dire que Saddam Hussein devait être confronté. John Kerry et moi-même avons dit cela invariablement. C'est pourquoi nous avons voté en faveur de la résolution. Mais cela veut aussi dire qu'il fallait que cela soit fait correctement. Et le faire correctement signifiait que nous nous préparions, que nous donnions aux inspecteurs en armement le temps de trouver ce que nous savons désormais, qu'en fait il n'y avait pas d'armes de destruction massive, de ne pas nous détourner de l'objectif, Al Qaeda, Oussama ben Laden, ceux qui nous ont attaqués le 11 septembre.

Maintenant, souvenez-vous. Nous sommes allés en Afghanistan, ce qui (entre parenthèses) était la bonne chose à faire. C'était la bonne décision. Et notre armée a obtenu de formidables résultats là-bas. Mais nous avons Oussama ben Laden, encerclé à Tora Bora. Nous disposions de la 10ème Division Montagnarde qui se tenait prête en Ouzbékistan. Nous avions les meilleurs soldats du monde sur le terrain. Et qu'avons-nous fait ? Nous nous sommes détournés. Il s'agit de l'homme qui a été le cerveau du plus grand massacre et de l'attaque terroriste de l'histoire américaine. Et qu'a décidé ce gouvernement ? Ils ont confié la responsabilité de capturer ou de tuer Saddam – je veux dire Oussama ben Laden, aux chefs de guerre Afghans qui, encore une semaine auparavant, travaillaient avec Oussama ben Laden.

Ce que nous pensons de tout cela n'est pas bien compliqué. Nous avons été attaqués par Al Qaeda et Oussama ben Laden. Nous sommes allés en Afghanistan. Et très vite, le gouvernement a décidé de détourner l'attention de là et, à la place, ils ont commencé à planifier l'invasion de l'Irak.

Et ces liens, je veux que les Américains entendent cela très clairement, écoutez attentivement ce que le vice-président est en train de dire, car entre Saddam Hussein et les attaques du 11 septembre il n'y a aucun lien. Point final. La Commission d'enquête sur le 11 septembre a dit que c'est la vérité. Colin Powell a dit que c'est la vérité. Mais le vice-président continue de faire croire qu'il y en a. Il n'y en a pas. Et la vérité, c'est que tout lien avec Al Qaeda est tout au plus très mince.

Mme Ifill : M. le Vice-Président, vous avez 90 secondes pour répondre.

M. Cheney : Le sénateur se trompe. Je n'ai pas suggéré qu'il y avait un lien entre l'Irak et le 11 septembre. Mais il y a toute une liste qui établit très clairement un lien entre l'Irak et le terrorisme. Et le fait est que c'est l'endroit où vous avez le plus de chance de voir des

terroristes se rassembler avec des armes de destruction massive, les technologies mortelles que Saddam Hussein a développées et utilisées depuis des années.

Sur cette question – et ce qui fait une grosse différence ici, Gwen – la réalité c'est qu'ils ne sont pas préparés à faire face aux états qui financent le terrorisme. Ils ne disposent que d'une vue très limitée sur la manière d'utiliser la force de frappe américaine pour défendre l'Amérique. Nous avons entendu le Sénateur Kerry dire l'autre soir qu'il devrait y avoir une sorte de test global avant que les troupes américaines ne soient déployées au titre de la "pré-emption" pour protéger les Etats-Unis [N.d.T. : c'est le fameux débat, qui nous dépasse en France, entre la guerre préventive et la guerre "pré-emptive" ; la première consistant à attaquer le premier parce qu'il y a une menace réelle et sérieuse, la deuxième consistant à attaquer simplement parce que l'adversaire est potentiellement dangereux – ce qui ne veut pas dire grand chose !] Cela fait parti de son passé, qui remonte aux années 70, lorsqu'il a fait campagne pour la première fois aux sénatoriales et qu'il a dit que les troupes ne devaient pas être déployées sans l'approbation des Nations-Unies. Puis au milieu des années 80 il a fait campagne sur la réduction de la plupart de nos principaux programmes de défense. En 1991, il a voté contre "Tempête du Désert" [N.d.T. : la 1ère guerre du Golfe]. Il est le modèle constant de celui qui est toujours du mauvais côté sur les questions de défense. Un petit discours un peu rude au milieu d'une campagne ou lors d'un débat présidentiel ne peut cacher les 30 ans qu'il a passé en étant du mauvais côté sur les questions de défense. Et ils ne montrent aucunement, en fonction de ce passé, qu'ils ont l'intention d'aller en avant et de poursuivre sans faiblir la guerre contre le terrorisme, avec une stratégie qui marchera, qui vaincra nos ennemis et qui garantira que les Etats-Unis ne seront pas une nouvelle fois attaqués par un ennemi du même genre qu'Al Qaeda.

Mme Ifill : Nous allons retourner à ce sujet, mais je veux d'abord vous poser une question, pour deux minutes, Sénateur- heu Vice-président Cheney. Ce soir nous avons mentionné l'Afghanistan. Nous pensons qu'Oussama ben Laden se cache peut-être dans une grotte quelque part le long de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Si vous obtenez un second mandat, quel sera votre plan pour le capturer et ensuite pour neutraliser tout ceux qui ont émergé pour le remplacer ?

M. Cheney : Gwen, nous avons – nous n'avons jamais, depuis le premier jour, laissé Oussama ben Laden tranquille. Nous le pourchassons activement et fermement, nous avons capturé ou tué des milliers d'Al Qaeda dans différents endroits à travers le monde et surtout en Afghanistan. Nous continuerons de le pourchasser avec beaucoup de détermination et j'ai confiance dans le fait que nous finirons par l'attraper.

La clé du succès en Afghanistan a été, je le répète, d'y aller et de pourchasser les terroristes, ce que nous avons fait, et aussi de mettre fin au régime des Taliban, qui leur permettait de fonctionner là-bas, en fait qui sponsorisait, en quelque sorte, l'organisation d'Al Qaeda.

Il y a deux ans et demi, six mois après que soyons allés en Afghanistan, John Edwards a annoncé que cela était désordonné, que la situation se détériorait, que les chefs de guerre étaient sur le point de prendre le contrôle. Voilà où nous en sommes, deux ans et demi plus tard : Nous sommes à quatre jours d'une élection démocratique, la première de l'histoire de l'Afghanistan. Nous avons 10 millions d'électeurs qui se sont enregistrés pour voter, dont presque la moitié sont des femmes. Cette élection mettra en place un gouvernement démocratiquement élu qui prendra le contrôle en décembre prochain. Il y a eu un énorme

progrès en Afghanistan et il a été fait exactement dans la bonne direction, malgré ce que John Edwards a dit il y a deux ans et demi. Il avait tout simplement tort.

La vérité, c'est, qu'au fur et à mesure que nous avançons en Afghanistan, nous pourraserons Oussama ben Laden et les terroristes aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Nous remettons debout les forces de sécurité Afghanes afin qu'elles puissent elles-mêmes prendre en main leur propre sécurité. Nous y garderons des forces américaines - nous avons à l'heure actuelle environ 16.000 soldats – aussi longtemps qu'il sera nécessaire, pour assister les Afghans afin qu'ils puissent s'occuper de leur propre sécurité. Mais ils font des progrès significatifs. Nous avons le président Karzai au pouvoir. Ils ont fait des merveilles pour écrire leur propre constitution pour la toute première fois. Les écoles sont ouvertes. Les petites filles vont à l'école. Les femmes vont voter. Les femmes sont mêmes éligibles pour faire campagne pour la présidence. C'est un progrès majeur, majeur. Il y aura une démocratie en Afghanistan, ne vous en faites aucun doute.

La liberté est l'antidote du terrorisme.

Mme Ifill : Sénateur Edwards, vous avez 90 secondes pour répondre.

M. Edwards : Quelqu'un s'est vraiment trompé, mais ce n'était pas John Kerry, ni John Edwards. ILS se sont trompés. Lorsqu'Oussama ben Laden a été acculé, ils ont laissé faire le travail au chefs de guerre Afghans. Ils ont détourné leur attention de ceux-là mêmes qui nous ont attaqués, ceux qui étaient au centre de la guerre contre le terrorisme, et Oussama ben Laden est toujours dans la nature.

Maintenant je veux revenir sur quelque chose que le vice-président vient de dire, il y a une minute. Parce que les déformations de la vérité continuent. Il a dit, il a mentionné ce test global. Ce que John Kerry a dit est aussi clair que de l'eau de roche pour tous ceux qui ont écouté. Il a dit qu'il trouvera les terroristes où qu'ils se trouvent et les tuera avant qu'ils n'aient l'occasion de faire du mal au peuple américain. Pour commencer. Nous garderons ce pays en sécurité. Il a défendu ce pays lorsqu'il était jeune homme : il défendra ce pays comme président des Etats-Unis;

Il a dit aussi, très clairement, qu'il ne donnera jamais à aucun pays le droit de veto sur la sécurité des Etats-Unis d'Amérique. Maintenant je sais que le vice-président aimerait prétendre que cela n'a pas été dit et le président le voudrait bien aussi. Mais la réalité EST que cela a été dit.

Voilà ce qui c'est réellement passé en Afghanistan malgré le scénario rose qu'ils ont dépeint sur l'Afghanistan, de la même manière qu'ils l'ont fait pour l'Irak. Ce qui est vraiment arrivé, c'est qu'ils fournissent 75 pour-cent de l'opium mondial. Non seulement ils fournissent 75 pour-cent de l'opium mondial, des parties importantes du pays sont sous le contrôle des barons de la drogue et des chefs de guerre. De grandes parties de ce pays se trouvent toujours en insécurité. Et la réalité, c'est qu'une partie de l'Afghanistan, l'Est de l'Afghanistan, où se trouve Oussama ben Laden, est un des endroits les plus incontrôlables du monde à un des moins sûr.

Mme Ifill : M. le Vice-Président, 30 secondes.

M. Cheney : Il y a vingt ans, nous connaissions une situation semblable au Salvador. Nous avons une insurrection, de la guérilla, qui contrôlait à peu près un tiers du pays. 75.000 personnes sont mortes. Et nous avons tenu des élections libres. Je me trouvais là-bas en tant qu'observateur pour représenter par le Congrès. La motivation humaine pour la liberté ; la détermination de ces gens pour voter était incroyable. Tandis que les terroristes arrivaient et tiraient sur les bureaux de vote, les électeurs, dès que ces derniers partaient, revenaient et reprenaient la queue et ils n'auraient pas renoncé à leur droit de vote. Et aujourd'hui, le Salvador va super mieux parce que nous y avons tenu des élections libres. La puissance de ce concept est énorme. Et il s'appliquera pour l'Afghanistan. Et il s'appliquera aussi pour l'Irak.

M. Edwards : Le vice-président vient de dire que nous aurions dû nous concentrer sur les états-sponsors du terrorisme. L'Iran a progressé dans son programme d'armement nucléaire. Ils sont plus dangereux aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a quatre ans. La Corée du Nord a progressé dans son programme d'armement nucléaire, en passant de une à deux armes nucléaires à six à huit.

Ce vice-président s'est fait l'avocat, depuis plus de dix ans, pour lever les sanctions contre l'Iran – le plus grand état-sponsor du terrorisme sur la planète. C'est une erreur. Non seulement nous n'aurions pas dû lever les sanctions, mais nous aurions dû les renforcer.

Mme Ifill : De nouvelles questions pour vous, Sénateur Edwards, mais je ne veux pas quitter ce sujet du test global, d'abord parce que je veux que les gens comprennent bien de quoi il s'agit, tel que vous l'avez dit, comme le Sénateur Kerry l'a dit.

M. Edwards : Oui, m'dame.

Mme Ifill : Il a dit que vous devez faire – interrogé lors du dernier débat au sujet de l'action pré-emptive – il a dit que vous devez le faire de façon à passer le test, à passer le test global, où vos concitoyens – le peuple – comprennent exactement ce que vous êtes en train de faire et d'une façon capable de prouver au monde que vous avez agi pour des raisons légitimes. Qu'est-ce qu'un test global, si ce n'est un veto global ?

M. Edwards : Eh bien, laissez-moi dire en premier - il l'a dit dans la même partie, je ne me souviens plus très bien où cela se situait, par rapport avec ce que vous venez de lire – mais il a dit, un point c'est tout, : Nous ne donnerons jamais à qui que soit un droit de veto sur la sécurité des Etats-Unis d'Amérique.

Ce qu'il dit, c'est que nous allons retourner aux fières traditions des Etats-Unis de l'Amérique et de ses présidents, des 50 à 75 dernières années. D'abord, nous allons vraiment dire la vérité au peuple américain. Nous allons leur dire la vérité sur ce qui se passe. Nous n'allons pas leur faire croire que les choses se passent bien en Irak, ou ailleurs, lorsque la vérité c'est que ce n'est pas vrai. Nous allons nous assurer que les Américains connaissent la vérité lorsque nous utilisons la force militaire ainsi que l'explication qui va avec.

Et pas seulement les Américains. Nous allons aussi nous assurer que le monde entier ait connaissance de la vérité. Il est fondamental que nous soyons crédibles, parce que la réalité, c'est que l'Amérique dirige – ce que l'Amérique a fait depuis 50 ans, bien avant que ce président et ce vice-président ne prennent leurs fonctions. Il est fondamental qu'ils pensent que lorsque l'Amérique entre en action ils peuvent faire confiance en ce que nous faisons, en ce que nous disons, en ce que nous disons aux Nations-Unies, en ce que nous disons au cours

de nos conversations directes avec les chefs d'état des autres pays. Ils doivent savoir que la crédibilité des Etats-Unis ne peut jamais être mise en doute. Parce qu'ils ne nous suivront pas si cette condition n'est pas remplie.

Et malheureusement, nous en voyons les conséquences, en ce moment-même. C'est une des raisons pour lesquelles nous rencontrons tant de difficultés à obtenir des autres qu'ils participent à l'effort, en Irak. Vous savez, dans la coalition, nous avons totalisé 90 pour-cent des tués. Les contribuables américains ont supporté 90 pour-cent des coûts de cet effort en Irak. Et nous voyons les conséquences de ne pas avoir de coalition. La première guerre du Golfe a coûté à l'Amérique 5 milliards de dollars ; nous en sommes à 200 milliards et ça continue.

John Kerry ne laissera jamais à quelque pays que ce soit le contrôle de la sécurité des Etats-Unis. Nous ne délocaliserons pas notre responsabilité pour rendre ce pays sûr.

Mme Ifill : M. le Vice-Président, vous avez 90 secondes pour répondre.

M. Cheney : Eh bien, Gwen, le chiffre de 90 pour-cent est complètement faux. Si vous comptez les forces de sécurité irakiennes qui ont essuyé des morts, ainsi que les alliés – ils ont totalisé presque 50 pour-cent des morts dans les opérations en Irak – ce qui laisse pour les Etats-Unis 50 pour-cent. Pas 90 pour-cent.

En ce qui concerne le coût, Il ne s'agit pas 200 milliards de dollars. Vous n'étiez probablement pas là au moment du vote, mais 120 milliards de dollars, c'est ce qui a été réellement affecté à l'Irak. Le reste a été pour l' Afghanistan et pour la guerre globale contre le terrorisme.

Les alliés ont fait un pas en avant et accepté de réduire et d'effacer la dette irakienne à hauteur d'environ 80 milliards de dollars. Selon une estimation. Cela, plus les 14 milliards qu'ils ont promis en aides directes, situe la contribution financière alliée à environ 95 milliards de dollars. Pas autant que les 120 milliards que nous avons mis, mais vous voyez : plus de 40 %. Donc, les faits que vous exposez sont tout simplement faux, Sénateur.

Vous avez aussi une situation où vous parlez de crédibilité. Il est extrêmement difficile de donner aux alliés un sentiment de crédibilité lorsque vous avez voté pour la guerre et que vous avez ensuite déclaré « mauvaise guerre, mauvais endroit et mauvais moment ». Vous avez voté pour la guerre et ensuite vous avez voté contre le financement des troupes alors qu'elles avaient besoin d'équipement, de carburant, de pièces détachées et de munitions et de gilets pare-balles. Vous n'êtes pas crédibles sur l'Irak à cause des grossières incohérences que John Kerry et vous-mêmes avez montrées continuellement durant toute cette campagne. Quelles que soient les pressions politiques du moment, voilà où vous en êtes. Mais vous n'avez pas été cohérents et il n'y a aucune indication que John Kerry ait la conviction qu'il faut pour mener à bien la guerre contre le terrorisme.

M. Edwards : Puis-je répondre ?

Mme Ifill : Sénateur Edwards, vous avez 30 secondes.

M. Edwards : Ce que le vice-président vient de dire est une contre-vérité absolue. Les Américains ont vu John Kerry jeudi soir. Ils n'ont pas besoin que le vice-président ou le

président leur disent ce qu'ils ont vu. Ils ont vu un homme qui était fort, avec des convictions, déterminé, et qui a clairement montré qu'il fera tout ce qu'il faut faire pour retrouver les terroristes et pour garder le peuple Américain en sécurité. Il a expliqué son plan pour réussir en Irak, notre engagement à gagner en Irak a été clairement démontré. Nous devons le faire car nous avons des troupes sur le terrain et qu'ils ont créé un havre pour les terroristes.

Mme Ifill : M. le Vice-Président vous avez 30 secondes.

M. Cheney : Votre rhétorique, Sénateur, serait bien plus crédible si vous aviez un passé pour le prouver. Il n'y en a pas. Et vous ne pouvez pas utiliser un langage ferme au cours d'un débat présidentiel de 90 minutes pour cacher un passé de 30 ans, au Sénat des Etats-Unis, et avant cela, par l'intermédiaire de John Kerry, qui a été constamment du mauvais côté sur toutes les questions majeures de défense auxquelles il a été confronté en tant qu'élu.

Mme Ifill : M. le Vice-Président, une nouvelle question pour vous. Vous avez deux minutes pour répondre. Lorsque le président dit que le Sénateur Kerry renforce les ennemis, et que vous dites que nous pourrions être attaqués une nouvelle fois si les électeurs font le mauvais choix en novembre, entendez-vous par cela qu'il serait dangereux d'avoir John Kerry comme président ?

M. Cheney : Je dis exactement que je ne pense pas qu'il ait les qualités dont nous avons besoin dans un commandant en chef. Parce que je ne pense pas, en me fiant à son passé, qu'il poursuivra le genre de politique agressive qu'il est nécessaire de poursuivre si nous voulons vaincre ces terroristes. Nous avons besoin de lutter contre eux à l'étranger pour ne pas avoir à lutter contre eux sur notre territoire.

Je ne mets pas en doute le patriotisme de John Kerry. J'ai dit, au cours de mon discours d'approbation à New York City, lors de la Convention Républicaine, que nous respectons ses états de service au Vietnam et j'ai été applaudi pour avoir dit cela. Nous n'avons jamais critiqué son patriotisme. Ce que nous mettons en doute est son jugement. Et son jugement est défectueux. Et son passé est là pour le prouver à qui veut bien le regarder. En 1984, lorsqu'il a fait campagne pour les sénatoriales, il s'est opposé, ou a appelé à l'élimination de nombreux systèmes majeurs d'armement, qui étaient vitaux pour gagner la guerre froide, et sont importants aujourd'hui pour l'ensemble de nos forces armées.

Lorsque Saddam Hussein a envahi le Koweït et l'a occupé en 1990 et 1991, il se tenait debout dans l'auditoire du Sénat et vota contre aller libérer le Koweït et repousser Saddam Hussein en Irak. Le problème que nous avons est que, lorsque vous regardez son passé, il ne montre pas les qualités de quelqu'un qui a une conviction.

A propos de cette opération spécifique, nous avons vu une situation dans laquelle ils ont d'abord voté en faveur de l'envoi de troupes à la guerre, John Edwards et John Kerry, puis ils ont fait machine arrière et lorsque la question de savoir si oui ou non on allait les approvisionner avec les ressources dont elles avaient besoin – gilet pare-balles, pièces détachées, munition – ils ont voté contre. Je ne peux pas comprendre pourquoi cela s'est produit, initialement. Et puis j'ai regardé et j'ai compris que ce qui était arrivé, c'était que Howard Dean progressait considérablement dans les primaires démocrates. Il faisait la course en tête dans des primaires basées sur son passé anti-guerre. Alors, il décidèrent effectivement qu'ils adopteraient un vote anti-guerre et ils votèrent contre les troupes. Maintenant, s'ils

n'étaient pas capables de résister à la pression qu'Howard Dean représentait, comment pouvons-nous espérer d'eux qu'ils résistent à Al Qaeda?

Mme Ifill : Sénateur Edwards, vous avez 90 secondes pour répondre.

M. Edwards : Merci. Une chose qui est très claire, c'est qu'un long CV n'égale pas un bon jugement. Je veux dire que nous avons vu encore et encore et encore les erreurs de jugements que ce gouvernement a commises.

Je veux revenir sur ce que le vice-président vient de dire car c'est cela va, malheureusement, avec les choses qu'il a faites pendant la campagne électorale. C'est la continuation de ce qu'il a commencé à faire avec sa première réponse ce soir. John Kerry a voté en faveur de la plus importante attribution budgétaire à l'armée de toute l'histoire de ce pays. John Kerry a voté en faveur des plus grandes attributions budgétaires aux services de renseignements, de toute l'histoire de ce pays. Ce vice-président, lorsqu'il était ministre de la défense, a réduit plus de 80 systèmes d'armement, y compris ceux-là mêmes à propos desquels il critique John Kerry pour avoir voté contre. Il s'agit des systèmes d'armement que le vice-président lui-même a suggéré de se débarrasser, en grande partie, après la guerre froide.

La vérité, c'est que John Kerry a constamment soutenu les hommes-mêmes avec lesquels il servait au Vietnam, et il s'est fait l'avocat contre ces 87 milliards de dollars. Il était clair, au moment de ce vote, qu'ils n'avaient aucun plan pour gagner la paix. Nous en voyons les conséquences tous les jours sur le terrain, en ce moment-même. Nous nous sommes dressés contre et nous avons dit que, pour nos soldats, nous devons avoir un plan pour gagner la paix. Nous pensions aussi que c'était une erreur d'avoir un fonds de 20 milliards de dollars dont 7,5 milliards étaient destinés à un contrat au profit d'Halliburton – l'ancienne société du vice-président – passé sans appel d'offre. Cela était mauvais à l'époque ; cela est mauvais aujourd'hui.

Mme Ifill : M. le Vice-Président, vous avez 30 secondes.

M. Cheney (visiblement gêné) : Eh bien, Gwen, je pense que le passé est éloquent. Voilà deux individus qui étaient pour la guerre lorsque les uns des journaux étaient bonnes et contre la guerre lorsque les sondages leur étaient défavorables. Nous n'avons pas vu le genre de cohérence qu'un commandant en chef doit avoir pour être un leader en temps de guerre et pour être capable de discerner une stratégie qui conduise à la victoire. Si nous voulons la gagner la guerre contre le terrorisme, il me semble qu'il assez clair qu'il faut choisir George Bush, pas John Kerry.

Mme Ifill : Et 30 secondes.

M. Edwards : John Kerry a dit très clairement, depuis le début et de manière cohérente, que nous devons rester concentrés sur ceux qui nous ont attaqués, que Saddam Hussein était une menace qui nécessitait d'être traitée directement, que les inspecteurs en armement avaient besoin de plus de temps pour faire leur travail. Si on leur avait donné le temps pour faire leur travail, ils auraient découvert ce que nous savons maintenant, qu'en fait Saddam Hussein n'avait pas d'armes, qu'en fait Saddam Hussein n'était pas lié avec le 11 septembre, qu'en fait Saddam Hussein a peu ou pas de lien avec Al Qaeda.

Mme Ifill : Sénateur Edwards, une nouvelle question pour vous et vous avez deux minutes pour répondre. Une partie de ce que vous avez dit, et que le sénateur Kerry a dit que vous allez faire afin de nous sortir des problèmes en Irak, est d'internationaliser l'effort. Pourtant des dirigeants français et allemand ont dit tous deux qu'ils n'avaient nullement l'intention – même si John Kerry était élu – d'envoyer des troupes en Irak pour quelque effort que ce soit. Cela ne rend-il pas votre initiative ou votre plan pour internationaliser l'effort un petit peu candide ?

M. Edwards : Eh bien, commençons avec ce que nous savons. Nous savons que le président et le vice-président n'ont pas fait le travail pour former la coalition dont nous avons besoin. Si terriblement différente que lors de la première guerre du Golfe. Nous savons qu'il ne l'ont pas fait. Ils ne se sont pas contentés, soit dit en passant, d'exclure seulement les alliés du commandement des opérations, ils les ont aussi exclus de la reconstruction de l'Irak. Et cela a des conséquences.

Ce que nous croyons, c'est à l'ensemble de notre plan pour l'Irak. Et nous avons un plan pour l'Irak. Ils aussi un plan pour l'Irak : encore la même chose. Nous avons un plan pour réussir. Et ce plan inclut l'accélération de l'entraînement des soldats. Nous avons là-bas moins de la moitié du personnel nécessaire pour terminer cet entraînement. Deuxièmement, il faut s'assurer que la reconstruction aille plus vite et que les Irakiens voient des bénéfices tangibles dans tout cela.

Et en outre, s'il le faut, nous pouvons faire sortir des Irakiens d'Irak pour les entraîner. Si ce n'est pas assez sûr, si c'est trop dangereux sur le terrain et que ça empêche de les entraîner, nous pouvons les faire sortir d'Irak pour les besoins de l'entraînement. Nous devrions faire tout ce qui est nécessaire pour l'entraînement des Irakiens et accélérer ce processus. Cela fonctionne conjointement avec le fait que les élections doivent se tenir dans les temps.

En ce moment-même, les Nations-Unies, qui ont la responsabilité d'organiser les élections en janvier, ont à peu près 35 personnes là-bas. Cela est à comparer avec un pays bien plus petit, tel le Timor oriental, où ils avaient plus de 200 personnes sur le terrain. Il faut plus de 35 personnes pour tenir une élection à Cleveland, bien moins en Irak ! Et ils continuent de dire que les élections sont dans les temps ! Que ça aura lieu.

La vérité, c'est que nous avons besoin d'un nouveau président, qui a de la crédibilité vis à vis du reste du monde et qui a un vrai plan pour réussir. Le succès génèrera les contributions et amènera à rejoindre la coalition.

Non seulement cela, je veux revenir sur ce que le vice-président a dit. Il nous attaque à propos des troupes. Ils ont envoyé 40.000 soldats américains en Irak sans les gilets pare-balles dont ils ont besoin. Ils les ont envoyés en Irak sans les véhicules blindés dont ils ont besoin. Alors qu'ils se battaient sur le terrain, ils ont fait du lobby auprès du Congrès pour réduire les salaires des combattants. C'est le summum de l'hypocrisie.

Mme. Ifill : M. le Vice-Président, vous avez 90 secondes.

M. Cheney : Eh bien, Gwen, c'est difficile de savoir où commencer. Il y a tellement d'inexactitudes là-dedans. La réalité des faits est que les soldats n'auraient pas eu tout ce qu'ils ont aujourd'hui si on vous avait laissés faire, vous deux. Nous parlons d'internationaliser l'effort. En fait, ils n'ont pas de plan. C'est un écho. Vous avez fait le

commentaire suivant, que la coalition de la guerre du Golfe en 1991 était bien plus importante que celle-ci. Non. Nous avions 34 pays à l'époque. Nous en avons 34 aujourd'hui. Nous avons des troupes à nos côtés.

C'est difficile de persuader des gens d'envoyer des troupes et de participer au processus après que John Kerry ait comparé nos alliés à une coalition d'obligés et de corrompus. Vous aboutissez à une situation où vous parlez d'humilier, où en fait vous rabaissez le sacrifice de vos alliés et vous dites : « c'est une mauvaise guerre, un mauvais endroit et un mauvais moment ; et oh, à propos, envoyez des troupes ». Cela n'a aucun sens. C'est totalement incohérent. Il n'y a pas de plan là-dedans.

Notre allié le plus important dans la guerre contre le terrorisme en Irak est spécifiquement le Premier ministre Allaoui. Il est venu récemment et s'est adressé lors d'une session conjointe au Congrès que j'ai présidée avec le président de l'assemblée. Et John Kerry s'est précipité dehors dès que ce dernier eut fini son discours. Où il était venu remercier l'Amérique pour nos contributions et notre sacrifice et a plaidé pour tenir cette élection en janvier. Il est sorti et l'a rabaisé, l'a critiqué, a mis en doute sa crédibilité. Ce n'est pas la bonne manière de gagner des amis et des alliés. Vous n'allez jamais agrandir la coalition avec ce genre d'attitude.

Mme Ifill : Sénateur Edwards, 30 secondes.

M. Edwards : Le vice-président suggère que nous avons le même nombre de pays impliqués maintenant que nous en avions lors de la première guerre du Golfe. La première guerre du Golfe a coûté aux Américains 5 milliards de dollars. Et sans tenir compte de ce qu'a dit le vice-président, nous en sommes à 200 milliards de dollars et le compteur tourne. Non seulement cela, 90 pour-cent des morts de la coalition, M. le vice-président, sont des morts américains. Quatre-vingt-dix pour-cent du coût de cet effort sont supportés par le contribuable américain. C'est la conséquence directe des échecs de ce gouvernement.

Mme Ifill : M. le Vice-Président.

M. Cheney : Exemple classique, il ne compte pas le sacrifice et la contribution de nos alliés irakiens. C'est leur pays. Ils sont dans les combats. Ils sont de plus en plus souvent ceux qui là-bas mettent leur vie en jeu pour reprendre leur pays aux terroristes et aux éléments de l'ancien régime qui restent encore. Ils font un travail magnifique. Et que vous rabaissez leur sacrifice me paraît être...

M. Edwards : Oh, je ne le fais pas!

M. Cheney : ...inadmissible. Ça l'est vraiment. Vous suggérez...

M. Edwards : Non, monsieur, je ne le fais pas!

M. Cheney : ...que d'une certaine façon ils ne comptent pas. Parce que vous voulez pouvoir dire que les Américains totalisent 90 pour-cent du sacrifice. Vous ne pouvez pas réussir avec cet effort si vous n'êtes pas enclins à reconnaître l'énorme contribution que les Irakiens apportent d'une manière croissante pour leur propre avenir. Nous gagnerons lorsqu'ils prendront en charge la responsabilité de leur propre sécurité, ce qu'ils font de plus en plus.

Mme Ifill : Une nouvelle question, sujet similaire parce que je veux retourner à une question pour laquelle je ne suis pas sûr que nous avons eu une réponse, mais je vais la diriger vers vous d'abord, Sénateur Edwards.

M. Edwards : Merci.

Mme Ifill : Et c'est la question qui concerne les services de renseignements américains. Si ce nouveau rapport que nous lisons aujourd'hui est vrai et si le vice-président Cheney l'a commandé et a posé des questions à ce sujet, pensez-vous que dans le futur votre gouvernement ou le gouvernement Bush disposera de renseignements suffisants et exacts pour pouvoir prendre les décisions concernant la suite des opérations ?

M. Edwards : Eh bien, laissez-moi d'abord parler de ce que le vice-président vient de dire et ensuite je répondrai à votre question.

Malheureusement, ce que le vice-président dit aux gens est incohérent avec tout ce qu'ils voient chaque jour. Ce lien important entre Al Qaeda et Saddam Hussein est une rengaine. Ce n'est pas vrai. C'est une rengaine que d'insinuation qu'il y a un lien entre le 11 septembre et Saddam Hussein. Ce n'est pas vrai. Cela dit aux Américains – ainsi que le président l'a dit jeudi dernier et que le vice-président continue de le dire ce soir – que les choses vont bien en Irak, contrairement à ce que les gens qui y sont allés ont vu – y compris des dirigeants républicains – contrairement à ce que tout le monde en Amérique voit à la télévision : que des Américains sont kidnappés, que des gens sont décapités, que des parties du pays sont sous le contrôle des insurgés – aujourd'hui-même, sous le contrôle des insurgés. Le vice-président n'a toujours rien répondu sur ce que Paul Bremer a dit quand il dit qu'il n'y a pas les troupes adéquates, quand il parle de l'échec à pouvoir sécuriser le pays à court terme. Vous vous souvenez de "Shock and Awe"? [N.d.T. : "Choc & Effroi", la nouvelle doctrine militaire états-unienne, consistant à choquer pour se faire respecter] Regardez ou nous en sommes maintenant. Et c'est la conséquence directe de ne pas avoir fait de plan, l'échec à avoir les autres qui s'impliquent dans cet effort. Ce n'est pas un accident.

Maintenant, laissez-moi retourner à votre question. Si nous voulons faire les choses qui sont nécessaires pour garder ce pays en sécurité, on ne peut pas se contenter de cogner et de hurler pour y arriver. Une chose sur laquelle tout le monde est d'accord, c'est que le 11 septembre a vraiment changé les choses. Mais ce qui est arrivé, c'est que ce gouvernement s'est opposé à la création d'une commission d'enquête sur le 11 septembre qui aurait pu permettre de découvrir pourquoi cela est arrivé et ce qu'il fallait faire. Ils se sont opposés à la création d'un département à la sécurité intérieure, et ensuite ils étaient d'accord. On ne peut pas réagir comme cela. Nous devons être plus dynamiques.

Avec John Kerry comme président des Etats-Unis, nous nous sommes engagés à mettre en place immédiatement toutes les réformes suggérées par la Commission d'enquête sur le 11 Septembre afin de disposer ainsi de l'information dont nous avons besoin pour retrouver les terroristes et les écraser avant qu'il ne puissent nous faire du mal.

Mme Ifill : M. le Vice-Président.

M. Cheney : Gwen, l'histoire qui a été révélée aujourd'hui dans ce rapport, je l'ai demandée. J'ai posé une foule de questions. Cela fait partie de mon job en tant que vice-président. Un porte-parole de la C.I.A. est cité dans ce rapport, et il dit qu'ils n'ont pas encore découvert la

vérité sur cette question de lien entre Zarqawi et Saddam Hussein. Le rapport montre aussi que lorsque certains des hommes de Zarqawi furent arrêtés, Saddam est personnellement intervenu pour les faire libérer, et on suppose que ce fut à la demande de Zarqawi.

Mais regardons ce que nous savons sur M. Zarqawi. Nous savons qu'il s'occupait d'un camp terroriste, qu'il entraînait des terroristes en Afghanistan avant le 11 septembre. Nous savons que, lorsque nous sommes allés en Afghanistan, il a migré vers Bagdad. Il y a installé une boutique où il supervisait l'usine de poisons, là-haut à Khurmāl, où les terroristes fabriquaient de la ricine et d'autres substances mortelles pour les utiliser. Nous savons qu'il est toujours à Bagdad aujourd'hui. Il est responsable de la plupart des principales explosions de voitures qui ont tué ou blessé des milliers de personnes. Il est celui que vous verrez dans le journal du soir en train de décapiter des otages. Il est sans aucun doute un sale type. Il est sans aucun doute un terroriste. Il était en fait à Bagdad avant la guerre et il est maintenant à Bagdad après la guerre.

La vérité là-dessus, c'est que c'est exactement le genre d'antécédents que nous avons observés pendant des années. Nous devons nous occuper de Zarqawi en l'extrayant et c'est exactement ce que nous faisons.

Mme Ifill : M. le Vice-Président, en juin 2000 lorsque vous étiez toujours le Directeur Général d'Halliburton vous avez dit que les entreprises américaines devraient être autorisées à faire des affaires avec l'Iran parce que, je cite, « les sanctions unilatérales ne marchent pratiquement jamais ». Maintenant, après quatre ans passés en tant que vice-président, et avec l'Iran qui a été déclaré par votre gouvernement comme faisant partie de l'axe du mal, pensez-vous, pensez-vous toujours que nous devrions lever les sanctions sur l'Iran.

M. Cheney : Non, je ne le pense pas. Et, Gwen, à cette époque je parlais spécifiquement de cette question des sanctions unilatérales. Ce qui se passe lorsque nous imposons des sanctions unilatérales c'est, à moins qu'il y ait un effort collectif, que d'autres y vont et profitent de la situation. Et vous n'obtenez aucun résultat sauf de pénaliser les sociétés américaines. Nous avons des sanctions contre l'Iran en ce moment. Nous pourrions très bien décider d'aller au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. et demander des sanctions plus dures s'ils ne remplissent pas leurs obligations selon le traité initial de non-prolifération de l'Agence Internationale à l'Energie Atomique.

Nous nous sommes occupés de l'Iran d'une manière différente que nous l'avons fait avec l'Irak en partie parce que l'Iran n'a pas encore fait comme l'Irak, qui a violé pendant 12 ans les résolutions du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Nous travaillons avec les Britanniques, les Allemands et les Français, qui ont négocié avec les Iraniens. Nous avons été récemment impliqués activement dans une réunion du Conseil des Gouverneurs de l'A.I.E.A. Et tel que je le dis, il y aura une réunion de suivi en novembre afin de déterminer si oui ou non l'Iran remplit ses engagements et ses obligations. Et si ce n'est pas le cas, je parie que le Conseil des Gouverneurs recommandera de renvoyer l'ensemble du problème devant le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. pour faire appliquer les sanctions internationales, ce qui est, je pense, exactement la bonne manière de procéder.

Nous nous adressons à la Corée du Nord de la même manière, en travaillant avec les Chinois, les Sud-Coréens, les Japonais et d'autres pour essayer de les amener à la raison. Par exemple, un des effets secondaires extraordinaires de ce que nous avons fait en Irak et en Afghanistan est que cinq jour après avoir capturé Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi en Libye est venu

vers nous et a annoncé qu'il allait remettre tous ses matériaux nucléaires aux Etats-Unis, ce qu'il a fait. C'était jusqu'à aujourd'hui une des sources les plus importantes de prolifération dans le monde, par rapport à la menace que cela représentait. Le réseau qui fournissait cela, dirigé par M. A.Q. Khan a été fermé. Nous avons fait des progrès majeurs en nous occupant là-bas d'un problème important relatif à la prolifération nucléaire. Nous continuerons de faire fortement pression sur les Nord-Coréens ainsi que sur les Iraniens.

Mme Ifill : Sénateur Edwards.

M. Edwards : Le vice-président parle ici d'être un membre ou quelqu'un d'associé avec Al Qaeda en Irak. Il y a 60 pays qui hébergent des membres d'Al Qaeda. Combien d'entre eux allons-nous envahir ?

Non seulement cela, il parle de l'Iran. La vérité à propos de l'Iran est que l'Iran s'est tourné vers un programme d'armement nucléaire sous leur surveillance. Ils ont cédé aux Européens la responsabilité de s'en occuper. Maintenant, le vice-président, ainsi que vous le faisiez remarquer, réclamait haut et fort la levée des sanctions sur l'Iran. John Kerry et moi-même pensons que nous devons renforcer les sanctions contre l'Iran, y compris fermer les niches qui permettent aux sociétés d'utiliser des filiales, des filiales offshore pour faire des affaires avec l'Iran.

J'ai mentionné Halliburton il y a une minute en relation avec les 87 milliards de dollars et vous l'avez soulevé avec cette question. C'est pertinent, parce qu'il faisait pression pour lever les sanctions quand il était le Directeur Général d'Halliburton. Voilà pourquoi nous ne pensions pas qu'Halliburton devait obtenir un contrat en dehors de tout appel d'offre. Alors qu'il était le Directeur Général d'Halliburton, ils ont payé des millions de dollars d'amende pour avoir fourni des fausses informations sur leur société, tout comme Enron et Ken Lay. Ils ont fait des affaires avec la Libye et l'Iran, deux ennemis jurés des Etats-Unis. Ils sont en ce moment-même sous investigation pour avoir donné, pendant cette période, des pots de vin à des fonctionnaires étrangers. Ce n'est pas tout, ils ont obtenu un contrat de 7 milliards de dollars en Irak, sans appel d'offre, et, au lieu qu'une partie de leur argent ne soit gelé, ce qui est normalement la procédure, car ils sont sous investigation, ils ont continué à toucher leur argent.

Mme Ifill : M. le Vice-Président.

M. Cheney : Je peux répondre, Gwen, mais cela va prendre plus que 30 secondes.

Mme Ifill : Eh bien, c'est tout ce dont vous disposez.

M. Cheney : Eh bien, la raison pour laquelle ils n'arrêtent pas de mentionner Halliburton c'est parce qu'ils essaient de lancer un rideau de fumée. Ils savent que les accusations sont fausses. Ils savent que si vous allez, par exemple, sur factcheck.com, un site web indépendant financé par l'Université de Pennsylvanie, vous pourrez obtenir tous les détails spécifiques concernant Halliburton. C'est un effort qu'ils ont répété constamment pour essayer de semer la confusion auprès des électeurs, et de soulever des questions, mais il n'y a aucune substance à ses accusations.

Mme Ifill : Trente secondes.

M. Edwards : Ce sont les faits. La vérité est que la société que le vice-président dirigeait, a fait des affaires avec des ennemis jurés des Etats-Unis, a payé des millions de dollars d'amende pour avoir donné des fausses informations financières, qu'elle est sous investigation pour avoir versé des pots de vin à des fonctionnaires étrangers, cette même société qui a obtenu un contrat de 7,5 milliards de dollars en dehors de tout appel d'offre, alors que la règle veut qu'une partie de leur argent soit gelé lorsqu'ils sont sous investigation, ce qui est le cas en ce moment, pour avoir fait payer trop cher le contribuable américain. Mais ils touchent chaque centime de leur argent. Je suis heureux de permettre aux électeurs de prendre leur propre décision sur ce sujet.

Mme Ifill : Sénateur Edwards, alors que nous allons clore la partie concernant la politique étrangère je veux vous parler du conflit israélo-palestinien. Aujourd'hui, un membre prédominant du Djihad islamique a été tué à Gaza. Il y a eu des explosions suicides, des assassinats ciblés, des attaques au mortier, tout ceci se poursuivant à un moment où les Etats-Unis semblent absents du processus de paix. Que ferait votre gouvernement ? Premièrement, êtes-vous d'accord pour dire que les Etats-Unis sont absents de ce processus ? Peut-être que vous ne voulez pas. Mais que ferait votre gouvernement pour essayer de résoudre ce conflit ?

M. Edwards : Eh bien, tout d'abord je suis d'accord pour dire que nous avons été largement absent, pas complètement mais largement absent du processus de paix ces quatre dernières années. Et permettez-moi de dire une ou deux choses préliminaires et puis nous parlerons de la situation où nous en sommes.

D'abord, les Israéliens ont non seulement le droit de se défendre, ils doivent le faire. Ils ont une obligation de se défendre. Si je puis, pendant un instant, vous raconter une histoire personnelle. J'étais à Jérusalem il y a environ deux ans, en fait, il y a trois ans, c'était en août 2001, j'étais descendu à l'hôtel King David. Nous sommes parti dans la matinée, en direction de l'aéroport pour partir, et plus tard dans la journée j'ai découvert que ce même jour pas loin de là où nous étions, la pizzeria Sbarro a été touchée par un poseur de bombe kamikaze, à Jérusalem. Quinze personnes furent tuées, dont six enfants.

Que sont supposés faire les Israéliens ? Comment peuvent-ils continuer à regarder les enfants israéliens se faire tuer par des poseurs de bombe kamikaze ? Tués par des terroristes. Ils n'ont pas seulement le droit de le faire, mais ils ont l'obligation de se défendre.

Maintenant, nous savons que le premier ministre a pris l'importante décision, une décision historique, de se retirer unilatéralement de Gaza. C'est important pour l'Amérique de contribuer à aider ce processus. Maintenant, si Gaza est utilisée comme plate-forme pour attaquer des Israéliens, ceci doit être stoppé et Israël a le droit de se défendre. En ce moment, ils n'ont pas de partenaire pour faire la paix. Ils n'ont certainement pas un partenaire en Arafat. Et ils ont besoin d'un partenaire légitime pour faire la paix.

Et je pourrais ajouter que c'est très important pour l'Amérique de prendre des mesures sévères contre les Saoudiens, qui n'ont pas connu de poursuite publique pour avoir financé le terrorisme depuis le 11 septembre. Et c'est important pour l'Amérique de faire face à la situation en Iran car l'Iran est une menace énorme pour Israël et les Israéliens.

Mme Ifill : M. le Vice-Président, 90 secondes.

M. Cheney : Gwen, je veux retourner au commentaire précédent et puis je reviendrai sur Israël/Palestine.

La raison pour laquelle il attaquent constamment Halliburton est qu'ils veulent cacher leur propre passé. Et Sénateur, franchement, vous avez un passé au Sénat qui n'est pas très distingué. Vous avez manqué 33 des 36 réunions du Comité Judiciaire, presque 70 pour-cent des réunions du Comité relatif aux renseignements. Vous avez manqué beaucoup de votes clé sur la politique fiscale, sur l'énergie, sur la réforme de l'assistance médicale aux personnes âgées. Le journal de votre ville a pris l'habitude de vous appeler le « Sénateur Parti » [*Senator Gone*] Vous avez une des pires assiduités du Sénat des Etats-Unis.

Maintenant, en ma qualité de vice-président, je suis le président du sénat et je préside les séances. Je suis au Sénat la plupart des mardis lorsque qu'ils sont en session. La première fois que je vous ai jamais rencontré est ce soir lorsque vous êtes monté sur ce plateau.

En ce qui concerne Israël et la Palestine, Gwen, les poseurs de bombe kamikaze, en partie, étaient générés par Saddam Hussein, qui payait 25.000 dollars aux familles des kamikazes palestiniens. Je pense personnellement qu'une des raisons pour lesquelles nous n'avons plus autant d'attaques suicides en Israël qu'il n'y en avait par le passé est parce que Saddam n'est plus au pouvoir.

Nous avons été des supporters solides d'Israël. Le président a fait des avancées et mis en place une politique qui disait essentiellement qu'il soutiendrait l'établissement de deux états, il est le premier président à avoir dit qu'il établirait et soutiendrait un état palestinien à la porte des Israéliens. Mais d'abord, il faut un interlocuteur en qui vous pouvez faire confiance et avec lequel vous pouvez traiter, et nous n'avons cela. Nous n'en avons pas en ce moment avec Yasser Arafat. Il doit y avoir des réformes dans le système palestinien.

Mme Ifill : Sénateur Edwards, c'est votre tour de prendre 30 secondes pour une réponse compliquée.

M. Edwards : C'était une totale distorsion de mon passé. Ce sait que ce ne sera pas un choc. Le vice-président, je suis surpris de l'entendre parler de passés. Lorsqu'il faisait partie des 435 membres de la Chambre des représentants des Etats-Unis, il fut l'un des 10 à voter contre "Head Start" [N.d.T. : programme destiné aux enfants en difficulté pour leur apprendre à "apprendre à l'école"], un des quatre à voter contre l'interdiction des armes en plastique capable de franchir les détecteurs de métaux. Il a voté contre le Département de l'Education. Il a voté contre "Meals on Wheels" ["Repas sur les Roues", programme destiné à fournir des repas aux personnes âgées invalides]. Il a voté contre un jour de commémoration pour Martin Luther King. Il a voté contre une résolution demandant la libération de Nelson Mandela en Afrique du Sud. C'est stupéfiant de l'entendre critiquer mon passé ou celui de John Kerry !

Mme Ifill : Trente secondes.

M. Cheney : Oh, je pense que son passé parle de lui-même et, franchement, il n'est pas très distingué.

Mme Ifill : Dans ce cas, nous allons nous tourner vers les questions intérieures. Et cette question, je crois, va au Sénateur-au Vice-président Cheney. Le Bureau de Recensement...

M. Cheney : Elle va au Sénateur Edwards, non ?

Mme Ifill : Elle va au Sénateur, c'est à vous, je viens de lui poser une question sur Israël, même si nous n'en avons pas vraiment beaucoup parlé.

M. Cheney : Je, je vous concède ce point.

M. Edwards : Non, J'AI parlé d'Israël. C'est lui qui n'en a pas parlé !

Mme Ifill : M. le Vice-président, le Bureau de Recensement classe Cleveland comme la plus grande ville-pauvre de tout le pays : un taux de chômage de 31%. Vous deux, Messieurs, vont en sortez plutôt bien. Vous vous êtes bien débrouillés dans le secteur privé. Que pouvez-vous dire aux gens de Cleveland ou aux habitants de villes telles que Cleveland ce que votre gouvernement fera pour améliorer leurs vies ?

M. Cheney : Eh bien, Gwen, il y a plusieurs choses qui doivent être faites, je crois. Nous avons traversé une récession difficile, bien entendu, et puis l'après 11 septembre, où nous avons perdu plus d'un million d'emplois après cette attaque. Nous pensons que la clé est d'aborder un certain nombre de questions fondamentales de base sur lesquelles le président travaille déjà.

Je pense que le meilleur résultat que nous pourrions obtenir pour mettre un terme à la pauvreté est que les gens aient du travail. Il n'y a pas meilleur antidote à la pauvreté qu'un bon boulot bien payé qui permet de s'occuper de sa propre famille. Pour faire en sorte que l'Amérique soit le meilleur endroit pour faire des affaires. Et cela veut dire que nous devons nous occuper efficacement de la politique fiscal. Nous devons réduire les coûts engendré par les litiges qui se développent dans notre société. Nous devons fournir des soins médicaux adéquats. Et nous assurer que nous pouvons vraiment créer les occasions vitales à ce processus.

Je vise l'éducation en particulier. Je pense que la chose la plus importante que nous pouvons faire est d'avoir un système d'école publique de premier ordre. Je suis le produit d'écoles publiques. Et le président, sa première priorité législative a été la loi "*No Child Left Behind*" [Pas d'Enfant Laissé Derrière]. C'est la première pièce d'une loi que nous avons présentée. Nous l'avons faite adopter ce premier été-là sur une base bipartisane. Nous avons même eu Ted Kennedy avec nous pour cet effort.

Et cela produit plusieurs effets. Ça établit des standards élevés. En même temps, ça installe un système d'examen en rapport à notre système scolaire, afin que nous puissions établir des comptes-rendus aux parents et nous assurer qu'ils comprennent bien les résultats de leurs étudiants. Et ils ont l'occasion de déplacer les étudiants des écoles peu performantes vers des écoles de bon niveau. Cela me frappe que ce soit le cœur absolu de ce qui doit être fait en ce qui concerne l'éducation. Il est important aussi, qu'au fur et à mesure de notre prochain mandat, nous voulions pouvoir transposer ce que nous avons fait pour l'éducation élémentaire à l'éducation secondaire. Ça marche. Nous avons vu des rapports montrant une réduction de la différence de réussite entre les étudiants venant des minorités et les autres. Nous faisons des progrès significatifs.

Mme Ifill : Sénateur Edwards, vous avez 90 secondes.

M. Edwards : Votre question ne concernait-elle pas les emplois ?

Mme Ifill : Elle concernait les emplois et la pauvreté.

M. Edwards : C'est bien ce que je pensais, les emplois et la pauvreté. J'espère que nous aurons l'occasion de parler de l'éducation, mais c'est ce dont le vice-président a parlé. Voici ce qui se passe : Pendant le temps où ils ont été au pouvoir, ces quatre dernières années, 1,6 millions d'emplois ont été perdus dans le secteur privé, 2,7 millions d'emplois ont été perdus dans le secteur manufacturier. Et cela a de graves conséquences dans des endroits comme Cleveland. Cleveland est une ville merveilleuse, distinguée, qui a fait beaucoup de belles choses. Mais elle connaît le plus fort taux de pauvreté du pays. Pratiquement un enfant sur deux, à Cleveland, vit maintenant dans la pauvreté.

During the time that the vice president and the president have been in office, four million more Americans have fallen into poverty. And the most striking and startling thing is they are the first presidency in 70 years and I'm talking Democrats, Republicans, presidencies presidents who led us through world war, through the Korean War, the Vietnam War, cold war, every one of them created jobs until this president.

We have to do better. We have a plan. We're going to get rid of tax by the way, they're for outsourcing jobs. I want to make sure people hear that. It's a fundamental difference for with us. The administration says over and over that the outsourcing of millions of American jobs is good. We're against it. We want to get rid of tax cuts for companies sending jobs overseas. We want to balance this budget, get back to fiscal responsibility. And we want to invest in the creative, innovative jobs of the future.

Ms. Ifill Mr. Vice President.

Mr. Cheney Gwen, we've got 111 million American taxpayers that have benefited from our income tax cuts. We've got 33 million students who've benefited from No Child Left Behind. We've got 40 million seniors who benefited from the reform of the Medicare system. The Democrats promised prescription drug benefits for years. They've run on that platform. They never got it done. The president got it done. We also dropped five million people totally off the federal income tax rolls so they no longer have to pay any federal income tax at all. So the story I think is a good one and the data he's using is old data. It's from 2003. It doesn't include any of the gains that we've made in the last year. We've added 1.7 million jobs to the economy.

Ms. Ifill Thirty seconds.

Mr. Edwards The vice president and president like to talk about their experience on the campaign trail. Millions of people have lost their jobs. Millions have fallen into poverty. Family incomes are down while the cost of everything is going up. Medical costs up the highest they've ever been over the last four years. We have this mess in Iraq. Mr. Vice President, I don't think the country can take four more years of this kind of experience.

Ms. Ifill This next question goes to you, Senator Edwards. Senator Kerry said in a recent interview that he absolutely will not raise taxes on anyone who earns under \$200,000 a year. How can he guarantee that and also cut the deficit in half, as he's promised?

Mr. Edwards Because we will do what they've not done. You know, if you look at what's happened over the last four years we have gone from a \$5-trillion projected surplus when George Bush took office to a \$3-trillion projected deficit. They promised they were going to put \$2 trillion of the surplus aside from Social Security. Not done.

Not only that, it's the biggest fiscal turnaround in American history. And there's no end in sight. The Washington Post just reported they have several trillion dollars of additional tax cuts and spending. No suggestion of what they're going to do about it.

John Kerry and I believe we have a moral responsibility not to leave trillions of dollars of debt to our children and our grandchildren. So here's what we're going to do, to answer your question. To pay for the things that we believe need to be done, and I hope to get the chance to talk about health care and also about education because we have plans on both those subjects, what we're going to do is rollback tax cuts, and I want everyone to hear this because there have been exaggerations made on the campaign trail, rollback tax cuts for people who've make over \$200,000 a year. We will do that. We want to keep the tax cuts that are in place for people who make less than \$200,000 a year. And give additional tax cuts to those middle-class families. Tax cuts for health care. Tax cuts to help families pay for their college tuition. Tax cuts for child care. These families are struggling and hurting and they need more tax relief, not less tax relief.

But to help get us back on the path to a balanced budget we also want to get rid of some of the bureaucratic spending in Washington. One of the amazing things that's happened is they've actually layered on more supervisory people, people at the supervisory level in this government. We also want to close some corporate loopholes.

Now I want to be honest with people. We can't eliminate this deficit, people have heard that over and over and over, in four years. We cannot do it. We're in too deep a hole. But we can cut the deficit in half and we can move this country back on a path to fiscal responsibility.

Ms. Ifill You have 90 seconds, Mr. Vice President.

Mr. Cheney Gwen, the Kerry record on taxes is one basically of voting for a large number of tax increases, 98 times in the United States Senate. There's a fundamental philosophical difference here between the president and myself, who believe that we ought to let the American people keep more of what they earn, and we ought to empower them to have more control over their own lives. I think the Kerry Edwards approach basically is to raise taxes and to give government more control over the lives of individual citizens. We think it's the wrong way to go. There's a fundamental difference of opinion here.

They talk about the top bracket and going after only those people in the top bracket. Well, the fact of the matter is, a great many of our small businesses pay taxes under the personal income taxes rather than the corporate rate. And about 900,000 small businesses will be hit if you do in fact do what they want to do with the top bracket. That's not smart because seven out of 10 new jobs in America are created by small businesses. You do not want to tax them. Bad idea to increase the burden on those folks.

MORE TO COME

The senator himself said during the course of the primaries that the Kerry plan would drive us deeper into deficit. Those were the senator's words about his running mate.

The fact of the matter is, the president and I will go forward to make the tax cuts permanent. That's good policy. That's what we ought to do, but with fiscal restraint we'll also drive the deficit down 50 percent over the course of the next five years.

Ms. Ifill Thirty seconds, Senator Edwards.

Mr. Edwards Thank you. We have committed to cutting back anything in our programs that need to be cut back to get us back on a path to fiscal responsibility. John Kerry, Mr. Vice President, has voted or cosponsored over 600 times tax cuts for the American people, over 600 times.

And there is a philosophical difference between us and them. We are for more tax cuts for the middle class than they're for, have been for the last four years. But we are not for more tax cuts for multimillionaires. They are. And it is a fundamental difference in what we think needs to be done in this country.

Ms. Ifill You have 30 seconds, Mr. Vice President.

Mr. Cheney Yesterday the president signed an extension of the middle class tax cuts, the 10 percent bracket, the marriage penalty relief and the increase in the child tax credit. Senators Kerry and Edwards weren't even there to vote for it when it came to final passage.

Ms. Ifill Next question goes to you, Mr. Vice President. I want to read something you said four years ago at this very setting: Freedom means freedom for everybody. You said it again recently when you were asked about legalizing same-sex unions and you used your family as an experience your family experience as a context for your remarks. Can you describe, then your administration's support for a constitutional ban on same-sex unions?

Mr. Cheney Gwen, you're right. Four years ago in this debate the subject came up and I said then, and believe today, that freedom does mean freedom for everybody. People ought to be free to choose any arrangement they want. It's really no one else's business.

That's a separate question from the issue of whether or not government should sanction or approve or give some sort of authorization, if you will, to these relationships. Traditionally, that's been an issue for the states. States have regulated marriage, if you will. That would be my preference.

In effect what's happened is that in recent months, especially in Massachusetts but also in California, but in Massachusetts we had the Massachusetts Supreme Court direct the State of the Legislature of Massachusetts to modify their constitution to allow gay marriage. And the fact is that the president felt that it was important to make it clear that that's the wrong way to go, as far as he's concerned. Now, he sets policy for this administration and I support the president.

Ms. Ifill Senator Edwards, 90 seconds.

Mr. Edwards Yes. Let me say, first, on an issue that the vice president said in his last answer before we got to this question, talking about tax policy. The country needs to know that under what they have put in place and want to put in place, they millionaires sitting by their swimming pool, collecting their statements to see how much money they're making, make their money from dividends, pays a lower tax rate than the men and women who are receiving paychecks for serving on the ground in Iraq. Now, they may think that's right. John Kerry and I do not. We don't just value wealth, which they do. We value work in this country. And it is a fundamental value difference between them and us.

Now as to this question, let me say, first, that I think the vice president and his wife love their daughter. I think they love her very much. And and you can't have anything but respect for the fact that they're willing to talk about the fact that they have a gay daughter, the fact that they embrace her. It's a wonderful thing. And there are millions of parents like that who love their children, who want their children to be happy.

And I believe that marriage is between a man and a woman, and so does John Kerry. I also believe there should be partnership benefits for gay and lesbian couples in long-term committed relationships. But we should not use the Constitution to divide this country. No state for the last 200 years has ever had to recognize another state's marriage. This is using the Constitution as a political tool and it's wrong.

Ms. Ifill New question but same subject. As the vice president mentioned, John Kerry comes from the state of Massachusetts, which has taken as big a step as any state in the union to legalize gay marriage. Yet both you and Senator Kerry say you oppose it. Are you trying to have it both ways?

Mr. Edwards No. I think we've both said the same thing all along. We both believe that, this goes to the end of what I just talked about, we both believe that marriage is between a man and a woman. But we also believe that gay and lesbians and gay and lesbian couples, those who have been in long-term relationships deserve to be treated respectfully. They deserve to have benefits. For example, a gay couple now has a very difficult time one visiting the other when they're in the hospital. Or, for example, if heaven forbid one of them were to pass away they have trouble even arranging the funeral. Those are not the kinds of things that John Kerry and I believe in. I suspect the vice president himself does not believe in that. But we do believe that marriage should be between a man and a woman.

And I want to go back if I can to the question you just asked, which is this constitutional amendment. I want to make sure people understand that the president is proposing a constitutional amendment to ban gay marriage that is completely unnecessary. Under the law of this country for the last 200 years no state has been required to recognize another state's marriage. Let me just be simple about this. My state of North Carolina would not be required to recognize a marriage from Massachusetts, which you just asked about.

There is absolutely no purpose in the law and in reality for this amendment. It's nothing but a political tool. And it's being used in an effort to divide this country on an issue that we should not be dividing America on. We ought to be talking about issues like health care and jobs and what's happening in Iraq. Not using an issue that divides this country in a way that's solely for political purposes. It's wrong.

Ms. Ifill Mr. Vice President, you have 90 seconds.

Mr. Cheney Well, Gwen, let me simply thank the senator for the kind words he said about my family and our daughter. I appreciate that very much.

Mr. Edwards You're welcome.

Ms. Ifill That's it?

Mr. Cheney That's it.

Ms. Ifill O.K., then we'll move on to the next question. This one is for you, Mr. Vice President. President Bush has derided John Kerry for putting a trial lawyer on the ticket. You yourself have said that lawsuits are partly to blame for higher medical costs. Are you willing to say that John Edwards sitting here has been part of the problem?

Mr. Cheney Well, Gwen

Ms. Ifill Mr. Vice President?

Mr. Cheney I first of all I'm not familiar with his cases. My concern is specifically with what's happened to our medical care system because of rising malpractice insurance rates because we failed to adequately reform our medical liability structure.

I was in New Mexico the other day and met with a group of OB-GYN docs. And they were deeply concerned because they were fearful that there'd be another increase in malpractice insurance rates as a result of what they believe are frivolous lawsuits, and that that would put them out of business. One doctor indicated that her rates have gone up so much that she's now to the point where she is screening patients. She won't take high-risk patients anymore because of the danger that that will generate a lawsuit and a lawsuit will put her out of business.

This has had a devastating impact in a lot of communities. My home state of Wyoming we've lost the top insurer of malpractice insurance in the state. The rates for a general practitioner have gone from \$40,000 a year to \$100,000 a year for an insurance policy. We think this has a devastating impact on the quality of health care as I say, high-risk patients don't get covered anymore.

We've lost one out of 11 OB-GYN practitioners in the country. We think it can be fixed. Needs to be fixed.

Now specifically, what we need to do is cap noneconomic damages. And we also think you need to limit the awards that the trial attorneys take out of this. Over 50 percent of the settlements go to the attorneys and for administrative overhead.

We've passed medical liability reform through the House of Representatives. It's been blocked in the Senate. Senator Kerry's voted 10 times against medical liability reform. And I don't believe Senator Edwards supports it either. Not the kind that would be meaningful.

Ms. Ifill Senator Edwards.

Mr. Edwards Yes, well, let me say, first of all, I am proud of the work I did on behalf of kids and families against big insurance companies, big drug companies and big H.M.O.'s.

We do have too many lawsuits and the reality is there's something that we can do about it. John Kerry and I have a plan to do something about it. We want to put more responsibility on the lawyers to require before a case of malpractice, which the vice president just spoke about; have the case reviewed by independent experts, who determine the case is serious and meritorious before it can be filed; hold the lawyers responsible for that to certify that and hold the lawyers financially responsible if they don't do it; have a three-strikes-and-you're-out rule so that a lawyer who files three of these cases without meeting this requirement loses their right to file these cases. That way we keep the cases out of the system that don't belong in the system.

They talk about frivolous cases. We believe cases that don't belong in the system should never be in the system.

But we don't believe that we should take away the rights of people like Valerie Lakee[sp?], who was a young girl who I represented, 5 years old, severely injured for life on a defective swimming pool drain cover. It turns out the company knew of 12 other children who had either been killed or severely injured by the same problem. They hid it. They didn't tell anybody. They could have fixed it with a two-cent screw. That's wrong.

John Kerry and I are always going to stand with the Valerie Lakees of the world and not with the insurance companies.

Ms. Ifill Senator Edwards, new question to you, same topic. Do you feel personally attacked when Vice President Cheney talks about liability reform and tort reform and the president talks about having a trial lawyer on the ticket?

Mr. Edwards Am I personally attacked? I think the truth is that what they're doing is talking about an issue that really doesn't have a great deal to do with what's happening with medical costs in this country, which I think is a very serious issue. And I would be the first to say that the vice president described a few minutes ago problems with malpractice premiums. That's true, it's real. It's very real.

What doctors talk about is very serious and they're getting squeezed from both sides. Because they have trouble getting reimbursed first of all for the care that they provide, you know, from the government or from health care companies. And on the flip side, they're malpractice costs are going up. That's very real. Which is why we have proposed a plan to keep cases out of the system that don't belong there.

But it's very important to put this in context. Because in context everything they're proposing, according the bipartisan Congressional Budget Office, amounts to about half of 1 percent of health care costs in this country, half of 1 percent. We have double digit inflation in health care costs. We've seen the largest rise in medical costs in the last four years in the country's history, 3,500 dollars nationally. And nobody who is watching this debate needs me to explain this to them. They know it. Medicare premiums up 17 percent on their watch. Again, largest increase in Medicare premiums in the history of Medicare.

We think we have a plan to keep cases that don't belong in the system out. But we also do what they haven't done. Five million Americans have lost their health care coverage, medical costs skyrocketing, we have a serious health care plan to bring down costs for everybody, to cover millions more Americans and to actually stand up to drug companies and insurance companies, which this administration has been unwilling to do.

Ms. Ifill Mr. Vice President.

Mr. Cheney Gwen, we think lawsuit abuse is a serious problem in this country. We think badly need tort reform. I was in Minnesota the other day where I visited an aircraft manufacturing plant. It's a great success story. This is a company that started 20 years ago with nothing. Today they're the second-leading producer of piston driven aircraft in the country. He told me that if it weren't for the increased cost of his liability insurance, in this case product liability, he could hire 200 more people in his factory. We've built into the system enormous costs as the result of our practice with respect to litigation. We have to find ways to get a handle on it.

You mentioned Medicare up 17 percent, somehow that that was something we caused. No. The 17 percent increase in Medicare premiums was the direct result of a statute adopted in 1997. John Kerry voted for it. It establishes a formula for part B of Medicare that says in effect it has to cover 25 percent of the costs of the program. And the reason the money had to go in to the trust fund was to make certain that we could cover those eligible for benefits. While you were in private practice with law and as a senator you had a advantage of a special tax loophole, Subchapter S Corporation, which you set up so you could avoid paying \$600,000 in Medicare taxes that would have gone into the fund. It's those kinds of loopholes that necessitate a premium increase under the law that was enacted in 1997 supported by John Kerry.

Ms. Ifill You have 30 seconds to respond.

Mr. Edwards Well, first of all, I have paid all the taxes that I owe. When the vice president was C.E.O. of Halliburton, they took care took advantage of every offshore loophole available. They had multiple offshore companies that were avoiding taxes. Those are the kind of things we ought to be closed they ought to be closed. They ought to be closed for anybody. They ought to be closed whether they're personal and they ought to be closed whether they apply to a corporation. But the reality is health care costs are going up every day for the American people. And I hope we're going to get a chance to talk more about health care.

Ms. Ifill Thirty seconds, Mr. Vice President.

Mr. Cheney We've done a lot to reduce the cost of health care. The medicare drug benefit that we'll be providing to seniors beginning in '06 will provide upwards of \$1,300 a year to help them buy prescription drugs. The drug savings drug discount card that's now available saves an estimated 15 to 30 percent off the cost of prescription drugs for senior citizens. So we're moving in as many areas as we can to make certain we hold down or reduce health care costs.

Ms. Ifill I will talk to you about health care, Mr. Vice President. You have two minutes. But in particular I want to talk to you about AIDS. And not about AIDS in China or Africa, but AIDS right here in this country where black women between the ages of 25 and 44 are 13

times more likely to die of the disease than their counterparts. What should the government's role be in helping to end the growth of this epidemic?

Mr. Cheney Well, this is a great tragedy, Gwen, when you think about the enormous cost here in the United States and around the world of the AIDS epidemic pandemic, really. Millions of lives lost, millions more infected and facing a very bleak future. In some parts of the world we've got the entire sort of productive generation has been eliminated, as a result of AIDS. All that's left is old folks and kids. Nobody to do the basic work that runs an economy.

The president's been deeply concerned about it. He has moved and proposed and gotten through the Congress authorization for \$15 billion to help in the international effort, to be targeted in those places where we need to do everything we can through a combination of education, as well as providing the kinds of medicines that'll help people control the infection.

Here in the United States we've made significant progress. I had not heard those numbers with respect to African-American women. I was not aware that it was that severe and epidemic there because we have made progress in terms of the overall rate of AIDS infection and I think primarily through a combination of education and public awareness, as well as the development, as a result of research, of drugs that allow people to live longer lives even though they are infected. Obviously we need to do more of that.

Ms. Ifill Senator Edwards, you have 90 seconds.

Mr. Edwards Yes. Well first, with respect to what's happening in Africa and Russia and other places around the world, the vice president spoke about the \$15 billion for AIDS. John Kerry and I believe that needs to be doubled. And I might add, on the first year of their commitment they came up significantly short of what they had promised.

And I, we probably won't get a chance to talk about Africa, let me just say a couple of things. The AIDS epidemic in Africa, which is killing millions and millions of people, is a frightening thing not just for the people of Africa but also for the rest of the world. That combined with the genocide that we're now seeing in Sudan are two huge moral issues for the United States of America, which John Kerry spoke about eloquently last Thursday night.

Here at home we need to do much more. And the vice president spoke about doing research, making sure we have the drugs available, making sure that we do everything possible to have prevention.

But it's a bigger question than that. You know, we have five million Americans who've lost their health care coverage in the last four years 45 million Americans without health care coverage. We have children who don't have health care coverage. If kids and adults don't have access to preventative care, if they're not getting the health care that they need day after day after day, the possibility of not only developing AIDS and having a problem, a life-threatening problem, but the problem of developing other life-threatening diseases is there every day of their lives.

Ms. Ifill O.K., we'll move on. This goes to you, Senator Edwards. And you have two minutes. Ten men and women have been nominees of their parties since 1976 to be vice president. Out

of those 10, you have the least governmental experience of any of them. What qualifies you to be a heartbeat away?

Mr. Edwards The American people want in their president and in their vice president basically three things: They want to know that their president and their vice president will keep them safe, they want to know that they have good judgment and they want to know that you'll tell them the truth. John Kerry and I will tell the American people the truth.

During the time that I have served in the on the Intelligence Committee in the Senate, traveling to some of the places we've talked about tonight, Afghanistan, Pakistan, the Middle East, Turkey, meeting with leaders of NATO. I have a very clear idea of what has to be done to keep this country safe. The threats we face terrorisms, killing terrorists and stopping them before they can do damage to us making sure that we stop the spread of nuclear weapons, I agree with John Kerry from Thursday night. It's the danger of a nuclear weapon getting in the hands of terrorists is one of the greatest threats that America faces.

But the one thing that we know from this administrations and I and I, first of all, I don't claim to have the long political résumé that Vice President Cheney has. That's just the truth. And the American people know that and deserve to know it. But what we know from this administration is that a long résumé does not equal good judgment.

Here are the judgments I would make. My first priority would be to keep this country safe. I would find terrorists where they are and stop them and kill them before they do harm to us. We would stop the spread of nuclear weapons. And we would also strengthen this military, which means providing the equipment and training that they need. We want to raise the active duty forces by 40,000, double the special forces so we can find terrorists where they are. And provide the kind of support for families health care, housing that they deserve while their loved ones are serving and protecting us.

Ms. Ifill Mr. Vice President, you have 90 seconds.

Mr. Cheney You want me to answer a question about his qualifications?

Ms. Ifill Ah, that was the question.

Mr. Cheney I see. Well I I think the important thing in picking a vice president probably varies from from president to president. Different presidents have approached it in different ways. When George Bush asked me to sign on, it obviously wasn't because he was worried about carrying Wyoming. We had 70 percent of the vote in Wyoming, although those three electoral votes turned out to be pretty important last time around. What he said he wanted me to do was to sign on because of my experience, to be a member of the team, to help him govern. And that's exactly the way he's used me. And I think from the perspective of the nation, it's worked in our relationship in this administration. I think it's worked in part because I've made it clear that I don't have any further political aspirations myself. And I think that's been an advantage. I think it allows the president to know that my only agenda is his agenda. I'm not worried about some precinct committeemen in Iowa were thinking of me with respect to the next round of caucuses in 2008. It's a very significant responsibility when you consider that at a moment's notice you may have to take over as president of the United States and make all those decisions. It's happened several times in our history. And I think that probably

is the most important consideration in picking a vice president somebody who could take over.

Ms. Ifill You have 30 seconds if you'd like to comment on that.

Mr. Edwards Actually the most important thing I've learned from this process is what I now know about John Kerry. I knew him before; I know him better now. This is the one candidate who's led troops in battle. He was a prosecutor putting people behind crime behind behind bars to protect neighborhoods from crime. Fought for 100,000 cops on the street. Went with John McCain to Vietnam to find out what happened to our P.O.W.s. And the American people saw for themselves on Thursday night the strength, resolve and backbone that I myself have seen in John Kerry. He is ready to be commander in chief.

Ms. Ifill Mr. Vice President, you have 30 seconds to respond.

Mr. Cheney Well, I clearly believe that George W. Bush would be a better commander in chief. He's already done it for four years. And he's demonstrated without question the conviction, the vision, the determination to win this war against terror. He understands its a global conflict that reaches from the United States all the way around the globe to Jakarta. And those very special qualities are vital in a commander in chief and I think the president has them and I'm not at all convinced his opponent does.

Ms. Ifill Mr. Vice President, picking up on that, you both just sang the praises of the tops of your ticket. Without mentioning them by name at all explain to us why you are different from your opponent. Starting with you, Mr. Vice President.

Mr. Cheney I am different from John Edwards. Well, in some respects I think probably there are more similarities than there are differences in our personal story. I don't talk about myself very much. But I've heard Senator Edwards and as I listen to him I find some similarities. I come from relatively modest circumstances. My grandfather never even went to high school. I'm the first in my family to graduate from college. I carried a ticket, the International Brotherhood of Electrical Workers for six years. I've been laid off, been hospitalized without health insurance. So I have some idea of the problems that people encounter. So I think the personal stories are in some respects surprisingly similar.

With respect to our, how we've spent our careers I obviously made a choice for public service. And I've been at it for a good long time now, except for those periods when we lost elections. That goes with the turf as well too.

I'm absolutely convinced that the threat we face now, the idea of a terrorist in the middle of one of our cities with a nuclear weapon is very real. And that we have to use extraordinary measures to deal with.

I feel very strongly that the significance of 9/11 cannot be underestimated. It forces us to think in new ways about strategy, about national security, about how we structure our forces and about how we use U.S. military power. Some people say we should wait until we are attacked before we use force. I would argue we've already been attacked. We lost more people on 9/11 than we lost at Pearl Harbor. And I'm a very strong advocate of a very aggressive policy of going after the terrorists and those who support terror.

Ms. Ifill Senator Edwards, you have 90 seconds.

Mr. Edwards Mr. Vice President, we were attacked, but we weren't attacked by Saddam Hussein. And one thing that John Kerry and I would agree with you about is that it is

Ms. Ifill You just used John Kerry's name.

Mr. Edwards I'm sorry. I broke the rule. One thing that we agree about is the need to be offensive in going after terrorists. The reality is that the best defense is a good offense, which means leading, American returning to its proud tradition of the last 75 years of, once again, leading strong coalitions so we can get at these terrorist cells where they are before they can do damage to us and to the American people.

John Kerry made clear on Thursday night that I'm sorry, I broke the rule, we made clear, we made clear on Thursday night that we will do that and we will do it aggressively. But there are things that need to be done to keep this country safe that have not yet been done. For example, three years after 9/11 we find out that the administration still does not have a unified terrorist watch list. It's amazing, three years. What are we waiting for? You know we still don't have one list that everyone can work off of to see if terrorists are entering this country. We're screening passengers going onto airplanes, but we don't screen the cargo. There are so many things that could be done to keep this country safe. You have to be strong and you have to be aggressive, but we also have to be smart and there are things that have not been done that need to be done to keep the American people safe.

Ms. Ifill Would you like to respond, 30 seconds?

Mr. Cheney No.

Ms. Ifill O.K., we'll move on. This goes to Senator Edwards. Flip-flopping has become a recurring theme in this campaign, you may have noticed. Senator Kerry changed his mind about whether to vote to authorize the president to go to war. President Bush changed his mind about whether Homeland Security Department was a good idea or the 9/11 Commission was a good idea. What's wrong with a little flip-flop every now and then?

Mr. Edwards Well, first of all, let me say that John Kerry has, I can use his name now? John Kerry has been as honest as I have been completely consistent about Iraq. We made very clear from the beginning and not afterthought, we said it at the time, that we had to confront Saddam Hussein and that we had to have a coalition and a plan to be successful. The vice president didn't say much about it in your earlier question, but Paul Bremer has now made clear that they didn't have enough troops and they didn't have a plan. And the American people are seeing the results of that every single day in spite of the proud and courageous service of our men and women in uniform.

Now flip-flop. They should know something about flip-flops. They've seen a lot of it during their administration. They were first against the 9/11 Commission. Then they were for it. They were for a Department of Homeland Security. They were against a Department of Homeland Security, then they were for it. They said they were going to put two trillion dollars of the surplus when they came into office aside to protect Social Security. Then they changed their minds. They said that they supported the troops. And then while our troops were on the

ground in Iraq and Afghanistan they went to the Congress and lobbied to have their combat pay cut.

They said that they were going to do something about health care in this country. And they've done something. They've made it worse. They said that they were going to fund their No Child Left Behind, 27 billion dollars short today. Over and over this administration has said one thing and done another. This president said, I listened to him the other night in his 2000 debate, saying I'm for a national patients bill of rights. I know something about this. John McCain and Senator Kennedy and I wrote it, got it passed in the Senate. We don't have the patients bill of rights because of one man today, the president of the United States. They've gone back and forth.

Ms. Ifill Mr. Vice President.

Mr. Cheney Well Gwen, I can think of a lot of words to describe Senator Kerry's position on Iraq. Consistent is not one of them. I think, if you look at the record from voting for sending the troops; then voting against the resources they needed when they got there; then saying I actually voted for the 87 billion before I voted against it; saying in response to a question, knowing everything I know now, yes, I would have cast exactly the same vote; and then shortly after that saying, wrong war, wrong place, wrong time. Consistency doesn't come to mind, as I consider that record. The question of troops is an interesting and important one. We look to our commanders on the ground in Iraq for guidance on what they think they need. If they need more troops, they'll ask us. But the key here is not to try to solve the problems in Iraq by putting in more American troops. The key is to get the Iraqis to take on the responsibility for their own security. That's exactly what we're doing. If you put American troops in there in larger numbers and don't get the Iraqis into the fight, you'll postpone the day when you can in fact bring our boys home. It's vital that we deal with any need for additional troops by putting Iraqis into the effort.

A 49 percent increase in funding for elementary and secondary education under No Child Left Behind that's a lot of money even by Massachusetts standards.

Ms. Ifill You have 30 seconds if you choose.

Mr. Edwards Yeah, but they didn't fund the mandates that they put on the schools all over this country. That's the reason 800 teachers one of the reasons 800 teachers have been laid off right here in Cleveland. One-third of our public schools are failing under this administration. Half of African-Americans are dropping out of high school. Half of Hispanic-Americans are dropping out of high school. John and I have and I don't have the time now, but we have a clear plan to improve our public schools. It starts with getting our best teachers into the schools where we need them the most by creating incentives for them to go there.

Ms. Ifill Mr. Vice President.

Mr. Cheney Gwen, No Child Left Behind, they were for it, now they're against it. They voted for it, now they're opposed to it.

We are making significant progress there, we are closing the achievement gap. The results coming in from a number of studies show, without question that on math and science math and reading that, in fact, our minority students, our Hispanic and African-American students,

are doing better and that gap between them and the majority population is, in fact, closing. So we are doing exactly the right thing. They're the ones who have been for the Patriot Act, then against it; for No Child Left Behind and then against it.

Ms. Ifill Mr. Vice President, our final Im sorry, you have 30 seconds, Senator Edwards.

Mr. Edwards Are you yeah, he started. Yeah, 30 seconds, O.K., yes. We are for accountability and we are for high standards. John and I voted for No Child Left Behind because we thought that accountability and standards were the right thing to do. But they did you figure out you were wrong?

Ms. Ifill I did figure out I was wrong.

Mr. Edwards Well, in fairness, if you feel like you need to go to him, well

Ms. Ifill Well, I do, because were actually on the final question. I apologize for giving you an extra 15 seconds there. I go now to Vice President Cheney. Whichever one of you is elected in November, you mentioned those three electoral votes in Wyoming and how critical they turned out to be, but what theyre a sign of also is that youre going to inherit a very deeply divided electorate economically, politically, you name it. How will you set out, Mr. Vice President, in a way that you werent able to in these past four years to bridge that divide?

Mr. Cheney Well, I must say its one of the disappointments of the last four years is that weve not been able to do what the president did in Texas for example when he was able to reach across the aisle and bring Democrats along on major issues of the day. We had some success early on, I think No Child Left Behind, when we in fact had broad bipartisan support. We had a lot of support for the Patriot Act when we passed that on a bipartisan basis. Now were seeing objections to that by the other side.

All I know is to continue to try to work it. Its a disappointment in the sense that I remember from my earlier service when things worked much differently. When in fact some of my best friends in the Congress were people I worked with like Tom Foley, who was a majority leader, later speaker of the House. One of my strongest allies in Congress when I was secretary of defense was Jack Murtha, [a] Democrat who was chairman of the Defense Appropriations Subcommittee.

We used to be able to do more together on a bipartisan basis than seems possible these days. Im not sure exactly why. I think in part it may be the change in the majority-minority status in the House and Senate has been difficult for both sides to adjust to. The Senate of course has been very evenly divided, 50-50, then 51-49, then 49-51 the other way. Well keep working at it. I think its important for us to try. I believe that it is essential for us to do everything we can to garner as much support from the other side of the aisle as possible. Weve had support. We even had, our keynote address at our convention was delivered by Zell Miller. So there are some Democrats who agree with our approach. And hopefully in a second term well see an improvement along those lines.

Ms. Ifill Senator Edwards, 90 seconds.

Mr. Edwards Thank you. The president said that he would unite this country, that he was a uniter, not a divider. Have you ever seen America more divided? Have you ever seen Washington more divided?

The reality is this is not an accident. Its a direct result of the choices theyve made and their efforts that have created division in America. We can do better than that in this country.

Now, I want to go back to the whole issue of health care because we touched it but I think the American people deserve to know what we would do different. I mean five million people losing their health care. Everyone whos watching this knows health insurance premiums are through the roof. We need to talk about what we will do that they havent done.

First, were going to make the same health care thats available to members of Congress available to all Americans. Were going to cover all kids. Not only that, were going to bring down costs by pooling the catastrophic costs so we bring down premiums.

And were going to give tax breaks directly to families, save them up to \$1,000 a year, and to businesses the vice president talked about that a few minutes ago so that they can provide health care to their employees.

And were also going to finally do something about the cost of prescription drugs. Theyve blocked allowing prescription drugs into this country from Canada; were going to allow it. They would not allow the government to use its negotiating power to get discounts for seniors; were going to allow it.

Were also going to stand up to the drug companies and do something about these drug company ads on television, which are out of control.

Ms. Ifill You have 30 seconds to respond to that, Mr. Vice President.

Mr. Cheney Well, Gwen, um, its hard to know where to start. The fact of the matter is, the most important and significant change in health care in the last several years was the Medicare reform bill this year. Its the most sweeping change in 40 years. Medicare used to pay for heart bypass surgery but didnt pay for the prescription drugs that might allow you to avoid it. The fact is that when that came up Senator Kerry and Senator Edwards voted against it. It will provide prescription drug benefits to 40 million senior citizens. Its a very, very significant piece of legislation.

Ms. Ifill Thirty seconds.

Mr. Edwards They had a choice on allowing prescription drugs into this country from Canada of being with the American people or with the drug companies. They were with the drug companies. They had a choice on negotiating discounts in the Medicare prescription drug bill, being with the American people or with the drug companies. They were with the drug companies. They had a choice on the patients bill of rights allowing people to make their own health care decisions and not having insurance companies make them. Be with the American people, be with the big insurance companies; theyre with the insurance companies. John Kerry and I will always fight for the American people.

Ms. Ifill As previously agreed, we'll go to closing statements now. Two minutes each. Coin toss, Senator Edwards, you begin.

Mr. Edwards Thank you. Thank you, Gwen. Thank you, Mr. Vice President, for being here.

You know, when I was young and growing up, I remember coming down the steps into the kitchen early in the morning. And I would see the glow of the television. And I'd see my father sitting at a table. He wasn't paying bills and he wasn't doing paperwork from work. What he was doing was learning math on television. Now, he didn't have a college education. But he was doing what he could do to get a better job in the mill where he worked. I was proud of him. And still proud of him.

And I was also hopeful because I knew that I lived in a country where I could get a college education. Here's the truth. I have grown up in the bright light of America. But that light is flickering today. Now, I know that the vice president and the president don't see it. But you do. You see it when your incomes are going down and the cost of everything college tuition, health care is going through the roof. You see it when you sit at your table each night and there's an empty chair because a loved one is serving in Iraq or Afghanistan. What they're going to give you is four more years of the same.

John Kerry and I believe that we can do better. We believe in a strong middle class in this country. That's why we have a plan to create jobs, getting rid of tax cuts for companies outsourcing your jobs, give tax cuts to companies that'll keep jobs here in America. It's why we have a health care plan. It's why we have a plan to keep you safe and to fix fix this mess in Iraq.

The truth is that every four years you get to decide. You have the ability to decide where America is going to go.

John Kerry and I are asking you to give us the power to fight for you, to fight to keep that dream in America that I saw as a young man, alive for every parent sitting at that kitchen table.

Ms. Ifill Vice President Cheney.

Mr. Cheney Gwen, I want to thank you. It's been a privilege to serve as your vice president these last four years and to work alongside President Bush to put our economy on an upward path. We've cut taxes, added 1.7 million new jobs in the last year and we'll continue to provide opportunities for business and for workers. We won't be happy until every American who wants to work can find a job.

We believe that all Americans ought to have access to available medical care and that they ought to have access to the finest schools in the world.

We'll do everything we can to preserve Social Security and to make certain that it's there for future generations.

I worked for four presidents and watched two others up close, and I know that there's no such thing as a routine day in the Oval Office. We say on 9/11 that the next next decision a president has to make can affect the lives of all of us.

Now we find ourselves in the midst of a conflict unlike any we've ever known, faced with a possibility that terrorists could smuggle a deadly biological agent or nuclear weapon into the middle of one of our own cities. That threat and the presidential leadership needed to deal with it is placing a special responsibility on all of you who will decide in Nov. 2 who will be our commander in chief. The only viable option for winning the war on terror is the one the presidents chosen, using the power of the United States to aggressively go after the terrorists wherever we find them and also to hold to account states that sponsor terror. Now that we've captured or killed thousands of Al Qaeda and taken down the regimes of Saddam Hussein and the Taliban, it's important that we stand up democratically elected governments as the only guarantee that they'll never again revert to terrorism and the production of deadly weapons.

This is the task of our generation and I know firsthand the strength the president brings to it. The overall outcome will depend upon the ability of the American people and the strong leadership of the president to meet all the challenges that we'll face in the days and years ahead. I'm confident we can do it.

Ms. Ifill And with that we come to the end of tonight's debate. On behalf of the commission and the candidates I'd like to extend a special thank you to the students and administration here at Case Western Reserve University.